

loi 78), restreignant notamment la liberté de manifestation et l'obligation d'un retour en classe, a mené à la création du Comité d'action populaire à Joliette, agissant comme relais au mouvement de contestation.

L'objectif du livre est d'exposer, à partir des 11 semaines durant lesquelles la grève de ce Cégep a eu lieu, l'expérience de la militance des étudiants et étudiantes, dont une majorité était gréviste pour une première fois. Pour ce faire, il s'appuie sur des photographies, la plupart réalisées par la directrice de l'ouvrage, utilisées comme pilier de la mémoire individuelle et collective de l'évènement : « Dans son sens anthropologique, la photo témoigne du vécu. Elle permet de visualiser le terrain de l'évènement, d'illustrer les lieux et les personnes. Ici, la photo est une trace additionnelle du Printemps érable » (p. 11). À ces images, viennent s'ajouter de courts témoignages de personnes particulièrement actives pendant la grève. Les quarante cégépiens et cégépiennes sollicités ainsi que quelques professeurs et membres du personnel avaient la consigne de fournir un court texte, sans lien avec les photographies, dans lequel ils livraient leur vécu de la grève. Le but avoué étant d'en faire un album souvenir. Trente-cinq étudiants ont répondu à la demande formulée par F. Trudel.

Certains d'entre eux ont fait la mention de souvenirs impérissables de piquetage, d'occupations de locaux, de manifestation dans la neige de février et de mars autant que dans la canicule de l'été. D'autres insistent sur le caractère profondément formateur que la grève a pu avoir sur eux : « Comme plusieurs de mes camarades, je me suis forgé une façon de penser et des convictions à travers cette lutte et j'en suis extrêmement fier » (M.C. Cyr, p. 25). Le développement de la pensée critique renvoie parfois explicitement à un examen radical des présupposés : « Je crois que nous avons assimilé le discours voulant que notre génération fût la plus individualiste de toutes, qu'elle se souciait peu de l'autre. [L]e Printemps érable était d'abord et avant tout le réveil d'une génération, une prise de conscience de nos valeurs, de nos idées, de notre force collective » (C. Sylvestre, p. 30). En dépit du mépris rapporté dans les témoignages envers les étudiants de la part des forces policières, des journalistes ou encore d'une partie de la population complètement réfractaire au mouvement, un cégépien affirme : « Il est grand temps que l'on arrête d'avoir peur, que l'on arrête d'accepter l'inacceptable. Il faut toujours se rappeler que le gouvernement est au service du peuple et non l'inverse » (J. Laplame, p. 99). La surprise devant la force d'un mouvement de contestation dans un Québec engourdi par les politiques néolibérales représente également un sentiment partagé par plusieurs : « J'ai appris qu'un groupe de personnes avec des convictions et des valeurs pouvait avancer malgré les lois, des contraventions, des matraques et des injonctions. J'ai appris que la solidarité est une valeur beaucoup plus forte que ce que la majorité des gens croient » (C. Mondor, p. 65).

La force de ce recueil est sans doute la liberté, à tous les niveaux, de style comme de contenu, avec laquelle les acteurs de la grève écrivent leurs propres impressions. Il ne s'agit pas là d'une contribution essentielle pour la compréhension de l'évènement, mais le lecteur pourra sans doute apprécier le caractère attachant des propos qui y sont tenus et qui expriment le besoin de se souvenir et de témoigner, au travers de l'objet tangible qu'est cet album, de l'évènement marquant qu'a été le printemps érable au Québec.

Références

Collectif de débrayage

2013 *On s'en câlisse : histoire profane de la grève printemps 2012*. Québec. Montréal, Genève, Paris : Sabotart ; Entremonde.

Freitag, M.

1995 *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*. Québec : Nuit blanche.

Poirier St-Pierre, R. et P. Éthier

2013 *De l'école à la rue : les coulisses de la grève étudiante*. Montréal : Éditions Écosociété.

Vásquez Lezama, Paula, *Le Chavisme. Un militarisme compassionnel*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014, 149 pages.

Recenseur : Ricardo Peñafiel
Université du Québec à Montréal

Depuis son apparition « explosive » au centre de l'espace public vénézuélien, lors de la tentative avortée de coup d'État du 4 février 1992, jusqu'à sa mort et même au-delà, la figure du défunt président vénézuélien Hugo Chávez n'a cessé de susciter des passions. Élu président en 1998 et reporté au pouvoir sans interruption jusqu'à sa mort avec des taux d'approbation de l'ordre de 60%, Chávez est considéré comme un sauveur de la patrie par ses partisans et, au mieux, comme un autocrate populiste par ses détracteurs. Le livre de Paula Vásquez Lezama prétend se situer au-delà de ce manichéisme pour jeter un éclairage nouveau sur le phénomène de la « révolution bolivarienne » grâce à une approche « historique, anthropologique et politique ». Il aborde l'histoire récente du Venezuela à la lumière de « parcours de vie » et d'expériences concrètes qui donnent une profondeur microsociologique aux modifications complexes des relations entre l'État et la société dans ce pays.

Après avoir rappelé les origines historiques du militarisme et du bolivariisme vénézuéliens ainsi que de l'importance du pétrole dans la construction de l'État et de la société vénézuélienne, Vásquez Lezama cherche à montrer les articulations spécifiques du projet chaviste. Ce dernier est ici considéré comme un « militarisme compassionnel » qui donne une inflexion « théologico-politique » aux figures fondamentales d'un imaginaire politique déjà présent. Ainsi, le livre montre comment Chávez s'appuie sur un « culte à Bolívar » – présent depuis des décennies dans l'ensemble des institutions vénézuéliennes – pour chercher à légitimer une militarisation du politique et du social par l'identification des militaires au « peuple » au sein d'une conception « révolutionnaire » et « rédemptrice » (théologico-politique) de leur « sacrifice pour patrie ». De même, la reprise de contrôle, par l'exécutif, de la pétrolière publique PDVSA (*Petróleos de Venezuela, S.A.*), suite à la grève-lockout de décembre 2002 à février 2003, est mise en contexte en fonction du mot d'ordre de « semer le pétrole » (*sembrar el petróleo*) qui, depuis les années 1930, a servi à la construction de l'unité nationale. Selon l'auteure, c'est ce contrôle direct de l'exécutif sur la production d'hydrocarbures

qui aurait permis de financer la dimension « compassionnelle » du dispositif de légitimation du pouvoir « bolivarianiste ».

Le livre se divise en deux parties. La première aborde la construction du militarisme compassionnel en fonction des stratégies « internes » au chavisme, liant le projet et l'action politique du mouvement aux événements et contextes sociohistoriques. La seconde partie, davantage ethnographique, s'intéresse aux effets de cette idéologie dans la vie concrète de personnes se pliant ou résistant à l'injonction de se situer dans les catégories de la « rédemption » ou de la « dignification » pour devenir visibles et audibles auprès de l'État.

Ainsi, la première partie montre comment le mouvement bolivarianiste capte des imaginaires de la violence et de la souffrance développés, notamment, autour des événements du *Caracazo* (émeutes contre l'austérité de 1989), de la tentative de coup d'État de 1992 et de l'état d'urgence de décembre 1999, suite à *La Tragedia* (La Tragédie, soit des milliers de morts et de déplacés causés par de gigantesques glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles). La relecture historique, par le chavisme, de ces trois événements tendrait à produire une légitimation de la militarisation de l'État et de l'action discrétionnaire (non contrôlée par des corps intermédiaires), de l'exécutif autant que des militaires, au nom d'une compassion, morale et normative, envers les pauvres.

Vásquez Lezama montre alors comment la « réhabilitation » historique des pillages populaires du *Caracazo* tend, d'une part, à établir une distinction morale entre les « bons » pilleurs (encadrés par les militaires dans un projet de changement social) et les « mauvais », refusant les places attribuées par le gouvernement. D'autre part, cette relecture du *Caracazo* vise la « rédemption » des militaires (impliqués dans la répression de l'époque) par leur engagement « compassionnel » dans des projets civilo-militaires de lutte contre la pauvreté. Paradoxalement, cette réhabilitation de la valeur historique des émeutes de 1989 se heurte aux associations de familles des victimes de la répression du *Caracazo*, dans la mesure où elle tend à consolider l'impunité des militaires responsables de la répression et à imposer une lecture historique instrumentalisant la souffrance des victimes.

Cette légitimation des militaires par leur engagement dans des actions sociales est renforcée par le second moment fondateur du chavisme : la tentative de coup d'État avortée du 4 février 1992, dont l'anniversaire devient la « journée de dignité nationale ». Cette journée commémore les « martyrs » de l'insurrection dans un rituel de résurrection sécularisée empruntant les symboles non seulement du patriotisme des guerres d'indépendance, mais également d'une gauche guévariste exaltant le sacrifice héroïque des combattants. Dans les mots d'Alí Primera, un regretté chansonnier communiste extrêmement populaire au Venezuela et continuellement revendiqué par Chávez : « Ceux qui meurent pour la vie ne peuvent être appelés morts ».

Néanmoins, c'est autour du traitement de *La Tragedia* (de décembre 1999) que s'articule pleinement le « militarisme compassionnel » constituant, selon l'interprétation de l'auteure, la matrice du chavisme. En décrétant l'état d'exception pour répondre à l'« urgence » de la situation, Chávez parvient à suspendre la Constitution « moribonde » de l'ancien régime, à concentrer toutes les prérogatives de l'État en sa seule personne et à militariser l'aide sociale dans un dispositif humani-

taire d'urgence pérennisée. En effet, selon la démonstration de Vásquez Lezama, *La Tragedia* est un cas paradigmatique en fonction duquel le gouvernement Chávez a pu expérimenter sans contraintes son militarisme compassionnel en embrigadant des milliers de personnes dans des camps de « sinistrés » (*damnificados*), aménagés dans les casernes et structurés de manière militaire en fonction d'une série de valeurs d'ordre et de sacrifice censées permettre aux « bénéficiaires » d'en sortir « dignifiés ».

L'analyse ethnographique, dans la deuxième partie de l'ouvrage, des trajectoires de vie de quelques-unes de ces « victimes », et notamment de celles considérées « indignes d'être dignifiées », se veut alors une critique de l'ensemble du modèle militariste compassionnel à partir de la perspective de ses anti-bénéficiaires. L'analyse montre comment, pour être reconnus par le pouvoir et bénéficier de l'« aide » devant les « dignifier », les personnes sinistrées devaient (et doivent encore) s'inscrire au sein d'une subjectivation politique précise, conforme à un modèle moraliste et militarisé de transformation sociale. En fonction de ce modèle, on assiste à une incitation au discours sur la souffrance – et à une confiscation (état-isation) du savoir sur cette dite souffrance –, impliquant une série de contraintes énonciatives nécessaires à la « reconnaissance » en tant que « bonne » victime de même qu'à des stratégies d'évitement d'une assimilation à l'opposition.

L'étude montre ainsi comment les « victimes » sont contraintes d'investir ou d'incorporer les catégories officielles (bureaucratisée et militarisées) de la dignification, même (et surtout) lorsqu'elles doivent en faire la critique : par exemple, pour refuser un logement insalubre ou trop éloigné du lieu d'origine des sinistrés (parfois jusqu'à 375km!) ou pour obtenir de l'aide après avoir perdu (injustement) le statut de victime. Ces victimes – symbolisant l'ensemble de la population pauvre du Venezuela –, passent de l'invisibilité ou de l'inexistence dans l'ancien régime à une injonction d'existence dans l'actuel. Existence qui ne peut advenir que dans les formes de prise en charge et de mise en récit de la version officielle de la « dignification », attribuant des rôles et des statuts conformes à un enrégimentement de la population et à une subordination directe au souverain (Chávez), seul capable d'infirmier des décisions bureaucratiques et accorder des statuts exceptionnels.

Le livre se termine par une analyse de cas de résistance à la « violence institutionnelle » de cette « subjectivation assujettie ». Une résistance « microsociologique » et « subjective », ne se traduisant pas nécessairement par des formes d'opposition organisées, mais qui ne sont pas moins politiques et dont les effets qui se vivent au quotidien sont abordés grâce à l'enquête ethnographique. Des cas de « crucifixion » ou de mutilation publique appelés « grève du sang » sont abordés comme des exemples de reprise de contrôle sur son corps et sur le récit de sa souffrance confisqués, de même que d'autres cas de refus d'inscription dans les catégories officielles.

Extrêmement intéressants, ces cas tendent, cependant, à masquer les formes de résistance qu'on aurait pu trouver au sein même des récits dits « assujettis ». De manière générale, l'étude fonctionne par ellipses, que le lecteur doit compléter, entre les exemples et leur possible généralisation à l'ensemble du pays. On s'étonne, aussi, du manque d'espace accordé aux réflexions théoriques ouvertes par cette étude, par exemple sur la « banalisation de l'état d'exception » (Agamben 2003) ou

sur le « paradigme des camps » (Arendt 1972), alors que le texte cite fréquemment Hanna Arendt, sans toutefois la travailler. Néanmoins, le travail d'analyse critique présenté par Vásquez Lezama représente un précieux apport à la réflexion sur la nature des relations entre le nouvel État bolivarianiste et la population vénézuélienne qu'il s'agira de poursuivre dans des études plus globales.

Références

Agamben, Giorgio

2003 *Homo Sacer*. II, 1, État d'exception. Paris: Éditions du Seuil.

Arendt, Hanna

1972 *Les origines du totalitarisme*. Paris: Éditions du Seuil.
